

Des voix s'élèvent en Mauricie

L'Aide sociale sous pression

FATOUMATA DAPA

fdapa@lechodelatuque.com

Des organismes de la Mauricie et du Centre-du-Québec dénoncent les impacts des compressions au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, évoquant une détérioration des services et des conséquences directes pour les personnes les plus vulnérables.

Réunis le 18 mars à la Maison de la solidarité, la Coalition pour les droits des personnes assistées sociales (CDPAS) et le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec ont dressé un portrait préoccupant de la situation.

Selon leurs données, les coupures amorcées depuis 2024 ont entraîné une réduction du personnel et une hausse des délais. « Après une année de coupures, nous dressons un triste bilan : la réalité est toute autre », a affirmé Frédérick Dagenais. Il ajoute : « C'est choquant; non seulement on a réduit le personnel et ça se ressent dans la qualité des services, mais le gouvernement ne corrige même pas le tir ».

La fermeture de bureaux et la diminution des heures d'ouverture compliquent également l'accès. À cela s'ajoute une difficulté à joindre les services téléphoniques, alors que « plus d'un appel sur trois logé au MESS ne s'est jamais rendu à destination en 2025 », comme le mentionne le SFPQ dans son communiqué de presse.

TÉMOIGNAGE D'UNE RÉALITÉ VÉCUE

Présente lors de la conférence, Joany Dubé-Leblanc a décrit les obstacles rencontrés. « J'ai eu d'autres types de prestations par le passé, comme de l'assurance-emploi, mais je n'ai jamais eu autant de difficulté à avoir accès à l'information sur mes droits et obligations, qu'avec l'Aide sociale. »

Elle poursuit, « il faut que les agents aient



Frédérick Dagenais, président du SFPQ pour les régions du Centre-du-Québec, de l'Estrie et de la Mauricie, Pierre Blanchet, porte-parole de la coalition pour les droits des personnes assistées sociale de la Mauricie et du-Centre-du-Québec, et Joany Dubé-Leblanc, prestataire, interpellent Québec. (Photo - Fatoumata Dapa)

plus de temps pour répondre à nos questions et pour nous informer de ce qu'il faut savoir dans notre situation. On dirait que le système est fait exprès pour nous aider le moins possible. »

La prestataire souligne aussi l'impact sur son quotidien : « Tous les jours que je suis stressée par cette situation, c'est malheureusement la réalité de pas mal tout le monde. »

DES ERREURS ET PERTES DE DOCUMENTS DÉNONCÉES

Du côté des organismes, plusieurs problématiques ont été soulevées, notamment la transmission d'informations erronées et la perte de documents. Pierre Blanchet explique la réalité du terrain. « Plusieurs personnes se sont fait donner de fausses informations par

le service téléphonique de l'Aide sociale depuis les derniers mois. »

« Des personnes vont porter des documents au bureau de Services Québec et leurs documents disparaissent. Ça amène des conséquences importantes : délais supplémentaires de traitement de leur demande d'aide sociale ou tout simplement l'annulation de leur demande », ajoute-t-il.

Selon lui, ces situations peuvent entraîner la perte de prestations pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

DES COUPURES QUI ACCENTUENT LA PRÉCARITÉ

Les intervenants dénoncent également certaines mesures qui réduisent les revenus des prestataires, notamment la fin de

certaines contraintes temporaires. « Ces coupures font très mal. Elles privent les personnes les plus pauvres de 169 \$/mois, alors qu'elles ne peuvent même pas arriver à se louer un loyer avec le chèque de base », souligne Pierre Blanchet.

Pour sa part, Frédérick Dagenais insiste sur la mission des services publics et rappelle l'importance de revenir aux fondamentaux. « Je pose une question. Qu'est-ce qu'un service public? C'est une activité d'intérêt général, essentielle ou stratégique, qui doit échapper à la logique du marché en étant accessible à tous les citoyens et citoyennes du Québec, et ce, principalement sous la responsabilité de l'autorité publique. »

DES DEMANDES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

Les organisations réclament un réinvestissement rapide dans les services. « Ensemble, nous réclamons aujourd'hui l'embauche de personnel au MESS en nombre suffisant et formé adéquatement, pour réduire les délais de traitement des demandes d'aide sociale et donner de l'information juste aux citoyens », a déclaré Joany Dubé-Leblanc.

Elles demandent également un meilleur accès aux programmes existants afin de permettre aux personnes prestataires de vivre dans des conditions jugées plus dignes.

Dans un contexte où le budget provincial était attendu le même jour, les intervenants ont indiqué craindre l'absence de mesures concrètes pour améliorer la situation.



(Photo Fatoumata Dapa)